



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-16 – du 1er au 16 novembre 2018

- La Commission européenne revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2018 (+2,6 % g.a., -0,3 p.p.) et 2019 (+2,2 % g.a., -0,2 p.p.).
- Les banques espagnoles réussissent le stress test de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE).
- Les banques devront finalement payer l'impôt sur les actes juridiques documentés (IAJD).
- Le constructeur OHL annonce des pertes de 1,3 Md € pour le T3 2018.

Indicateurs macro			Marchés financiers		
Croissance PIB (t/t)	+0,6 %	T3 2018		Cette semaine	Numéro précédent (n°15)
Croissance PIB (g.a)	+2,5 %				
Indice de Production Industrielle (g.a)	-0,1 %	09/18	IBEX 35	9 056,8	8 893,5
Dette (% du PIB)	98,1 %	T2 2018	Rendement bon à 10 ans (%)	1,634	1,544
Déficit public (% du PIB)	-1,8 %	T2 2018	Prime de risque (pp)	1,265	1,159
Exportations (g.a)	+4,2 %	08/18	Emploi		
Importations (g.a)	+6,1 %	08/18	Taux de chômage (données cvs)	15,0 %	T3 2018
Inflation sous-jacente (g.a)	+1,0 %	10/18	Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+93 400	T3 2018

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

MACROECONOMIE

La Commission européenne revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2018 (+2,6 % g.a., -0,3 p.p.) et 2019 (+2,2 % g.a., -0,2 p.p. – Cf. Tableau 1). La consommation privée continuerait de tirer la croissance, mais ralentirait à cause de la tendance haussière des prix du pétrole et de la fin du report d'achat. Avec la décélération de la demande finale et la hausse du salaire minimum, les créations d'emplois perdraient de l'élan mais la réduction du chômage continuerait sur l'horizon des prévisions. La consolidation budgétaire se poursuivrait, mais l'Espagne ne respecterait pas, selon la commission, les cibles établies dans son projet de plan budgétaire (-1,8 % en 2019 ; et -1,1 % en 2020).

L'Espagne recule de deux rangs au classement « Doing business 2019 » et occupe la 30^{ème} place. D'après le classement publié par la Banque mondiale comprenant 190 pays, l'indice mesurant la facilité de faire des affaires classe l'Espagne à la 30^{ème} place, devant la France (32^{ème}). L'Espagne fait un bond en avant en ce qui concerne la facilité d'obtention des permis de construire (passant de la 123^{ème} à la 78^{ème} place) : 147 jours sont nécessaires en moyenne, soit 61 jours de moins par rapport au classement de l'année dernière. Par ailleurs, le pays affiche toujours de très bons résultats en matière de commerce transfrontalier (1^{ère} position). Néanmoins, il reste mal placé (86^{ème}) pour ce qui est des démarches à entreprendre pour lancer une entreprise, avec en moyenne un délai de 12,5 jours.

Le Conseil de stabilité financière devient l'Autorité nationale de stabilité financière (ANESFI). Constitué par le ministère de l'Économie, la Banque d'Espagne et la Commission nationale du marché des valeurs (CNMV), l'ANESFI deviendra ainsi une autorité macroprudentielle aux compétences renforcées. Elle aura pour mission d'analyser les risques et d'émettre des recommandations. Par ailleurs, la Banque d'Espagne sera dotée de nouveaux outils prudentiels concernant les critères de concessions de prêts, l'exposition au risque de crédit et les coussins de capital contracycliques.



MARCHE DU TRAVAIL

Chômage en hausse malgré de nombreuses créations d'emplois au mois d'octobre. Le nombre d'affiliés à la Sécurité sociale est en hausse, avec 130 360 personnes en plus, le meilleur chiffre de créations d'emplois pour un mois d'octobre. La Sécurité sociale compte désormais un peu moins de 19 millions d'affiliés. Toutefois, les habituelles destructions d'emplois liées à la fin de la période estivale expliquent que le nombre de chômeurs a augmenté de 52 195 personnes le mois dernier (+1,6 %) selon le ministère du Travail, des Migrations et de la Sécurité Sociale. Le nombre de chômeurs atteint 3,3 millions de personnes.

Le salaire moyen s'élevait à 1 889 € bruts par mois en 2017, en hausse par rapport à 2016. Selon l'INE, le salaire moyen a augmenté de 0,6 % en 2017 par rapport à 2016. 40 % des salariés ont gagné entre 1 230,9 et 2 136,3 € par mois en 2017, 30 % ont gagné plus de 2 136,3 € et les 30 % restants moins de 1 230,9 €. Les activités financières et d'assurances, l'éducation et l'administration publique sont les secteurs ayant la plus forte proportion de salaires élevés (plus de 2 136,3 €). Le Pays basque, la Navarre et la Communauté de Madrid sont les régions qui concentraient la plus grande part de salaires élevés.

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Les banques espagnoles réussissent le stress test de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), dont l'objectif est de tester la résistance des banques face à des conditions économiques défavorables. Comme la plupart des grandes banques européennes, les ratios de capital CET1 des quatre banques espagnoles s'amélioreraient sous un scénario de base en l'absence de perturbations, alors qu'ils se dégraderaient moins que ceux de leurs homologues européennes en cas de choc adverse (Cf. Tableau 2). Néanmoins, les niveaux de capitalisation des banques espagnoles demeurent inférieurs à la moyenne européenne et le vice-président de la BCE, Luis de Guindos, a appelé les banques dont le ratio de capital se situait en-dessous de 9 % en 2020 à améliorer leurs positions de capital pour faire face à de futurs défis.

Les banques devront finalement payer l'impôt sur les actes juridiques documentés (IAJD). Mardi 6 novembre, la Chambre du contentieux administratif réunie en session plénière a mis fin au débat qui l'agitait depuis plus de trois semaines en annonçant qu'elle revenait sur le nouveau critère fixé mi-octobre¹ : les emprunteurs doivent continuer de s'acquitter de l'IAJD². Le gouvernement de Pedro Sánchez a aussitôt annoncé l'adoption d'un décret en Conseil des Ministres – sans caractère rétroactif – pour que les banques deviennent légalement redevables de l'impôt.

La Commission européenne suspend la plainte déposée contre l'Espagne pour le retard accumulé dans la transposition de la directive MIFID II. Censée entrer en vigueur début 2018, la directive sur les marchés d'instruments financiers visant à améliorer la transparence et à renforcer la protection des clients, n'avait toujours pas été transposée dans son intégralité dans le droit espagnol. Le gouvernement de Pedro Sánchez a cependant informé Bruxelles qu'un décret devrait être pris d'ici peu, entraînant ainsi la suspension de la plainte déposée auprès du Tribunal de Justice de l'UE.

SECTEUR IMMOBILIER

Le constructeur OHL annonce des pertes de 1,3 Md € pour le T3 2018. Elles sont dues, entre autres, à la vente de son activité de concessions. Les revenus du groupe ont chuté de 14 %, pour s'établir à 2,04 Md €. La nouvelle a entraîné une chute brutale du cours de l'action d'OHL mercredi 14 novembre (-19 %) pour s'établir à 0,6 cts. Depuis le début de l'année, l'action d'OHL a perdu près de 90 % de sa valeur.

L'augmentation des prix du logement se modère au T3 2018 et le taux de croissance interannuel s'établit à 6,7 % selon le Collège des conservateurs des hypothèques. Depuis le minimum historique enregistré en 2014, les prix du logement ont crû de 26,5 % mais restent inférieurs de 18 % à leur niveau de 2007. Au T3 2018, 133 295 opérations d'achat-vente ont été réalisées, soit une hausse de 11,9 % par rapport à la même période l'an dernier³. Le montant moyen de l'emprunt a augmenté de 3 % par rapport au T2 pour s'établir à 125 600 €. La mensualité moyenne s'élève à 577 € et le pourcentage de cette mensualité par rapport au montant des salaires est de 30,3 %. 40,7 % des prêts hypothécaires ont été contractés à taux fixe.

Au S1 2018, l'achat de logements par des étrangers a augmenté de 5,6 % sur un an pour atteindre 19% des transactions, selon le Conseil général des Notaires. Les britanniques (14,3 %) restent en tête de course des acheteurs, suivis des français (7,9 %) et des allemands (7,8 %). La proportion d'acheteurs marocains (+28,8 %) et irlandais (24,7 %) a fortement augmenté au cours de ce semestre. Le prix moyen par mètre carré des opérations réalisées par des étrangers a ralenti (+0,9 % g.a.). Les non-résidents achètent en moyenne à 1 984 €/m², contre 1 426 €/m² pour les résidents.

¹ Voir Nouvelles d'Espagne n°15.

² 15 magistrats se sont prononcés en faveur de cette décision, 13 s'y sont opposés.

³ En termes interannuels, 508 400 opérations ont été enregistrés sur les 12 derniers mois, chiffre le plus élevé depuis 2008.


Tableau 1 – Prévisions macroéconomiques de la Commission Européenne

Taux de croissance interannuel, en %	Prix courants (M€)	Prévisions économiques d'automne (novembre 2018)				Variation par rapport aux prévisions de printemps (mai 2018)	
		2017	2018	2019	2020	2018	2019
PIB	1166,3	3,0	2,6	2,2	2,0	-0,3	-0,2
Consommation privée	670,5	2,5	2,3	1,8	1,4	0,0	-0,1
Consommation publique	215,7	1,9	1,9	1,7	1,5	0,0	0,4
Investissement (FBCF) :	239,0	4,8	5,4	3,9	3,3	0,8	0,0
dont biens d'équipement	82,4	6,0	6,0	4,1	3,7	1,0	-0,2
Exportations	400,2	5,2	2,6	3,3	3,4	-2,4	-1,4
Importations	366,2	5,6	3,5	3,5	3,2	-1,2	-1,0
Déflateur du PIB		2,8	2,6	2,2	2,0	-0,2	-0,2
Demande intérieure (1)		2,8	2,8	2,2	1,8	0,2	0,0
Secteur extérieur (1)		0,1	-0,2	0,0	0,1	-0,4	-0,2
Emploi		2,9	2,4	1,7	1,5	-0,2	-0,6
Taux de chômage		17,2	15,6	14,4	13,3	14,5	12,8
IPC harmonisé		2,0	1,8	1,7	1,5	0,4	0,3
Solde budgétaire (% du PIB)		-3,1	-2,7	-2,1	-1,9	-0,1	-0,2

(1) Contributions à la croissance du PIB réel.

Source : Commission européenne

Tableau 2 – Résultats du « stress test » de l'Autorité Bancaire Européenne pour les banques espagnoles

Santander, CaixaBank, BBVA et Sabadell ont pris part à ce test qui évalue la résistance de 48 banques de l'UE face à une forte crise économique (contraction du PIB, hausse du chômage, baisse des prix de l'immobilier). Elles se positionnent respectivement au 32^e, 34^e, 37^e et 43^e rang. La Banque d'Espagne souligne qu'elles ont renforcé leur niveau de capital depuis le stress test de 2016 et réduit leur base d'actifs risqués. Si les ratios de capital CET 1 *fully loaded* des banques espagnoles en 2020 sont inférieurs à la moyenne européenne (10,1 %) dans un scénario de récession sévère, la résistance des entités bancaires espagnoles face à des chocs adverses est plus importante et leur niveau de capital se dégrade moins que celui de leurs homologues européens, grâce à une meilleure rentabilité qui leur permet d'absorber plus rapidement les détériorations d'actifs.

Ratio CET 1 <i>fully loaded</i> (%)	Actuel 31.12.2017	Scénario de base 31.12.2020	Scénario adverse		
			31.12.2018	31.12.2019	31.12.2020
Moyenne européenne	14,2 %	15,3 %	10,8 %	10,2 %	10,1 %
Santander	10,84 %	13,87 %	8,51 %	8,88 %	9,20 %
Caixabank	11,65 %	13,60 %	9,45 %	9,53 %	9,11 %
BBVA	11,04 %	12,72 %	8,44 %	8,58 %	8,8 %
Sabadell	12,79 %	12,89 %	8,41 %	8,06 %	7,58 %

Source : Autorité bancaire européenne

Responsable de la publication : Hervé Le Roy

 Ambassade de France en Espagne
 Service Économique Régional
 C/ Marqués de la Enseñada, 10
 28004 Madrid

Rédigé par : Tiphonie Aymard, Miguel Garcia, Pierre Pérard

 Abonnement : pierre.perard@dtresor.gouv.fr

 Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.